Commerce équitable, économie sociale et coopération internationale : les nouveaux croisements

Fair Trade, Social Economy and International Cooperation: New Crossroads

Louis Favreau

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/878>

DOI : [10.4000/interventionseconomiques.878](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.878)

ISBN : 1710-7377

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Louis Favreau, « Commerce équitable, économie sociale et coopération internationale : les nouveaux croisements », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 32 | 2005, mis en ligne le 01 juillet 2005, consulté le 30 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/878> ; DOI : [10.4000/interventionseconomiques.878](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.878)

Ce document a été généré automatiquement le 30 mai 2019.

Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Commerce équitable, économie sociale et coopération internationale : les nouveaux croisements

Fair Trade, Social Economy and International Cooperation: New Crossroads

Louis Favreau

Le commerce équitable : une innovation dans la coopération entre le Nord et le Sud

- 1 Le commerce équitable est sans doute l'une des pratiques les plus innovatrices et prometteuses sur le terrain de la solidarité internationale entre le Nord et le Sud aujourd'hui. Comme le disait le leader africain d'une ONG : « Avec l'argent gagné grâce au commerce, vous pouvez acheter ce que vous voulez. Mais lorsqu'il s'agit de personnes qui vous aident, c'est plus difficile de poser vos exigences » (cité par Barrat Brown et Adam, 1999 : 117). Le commerce équitable serait donc différent qualitativement des formes traditionnelles de la coopération internationale entre le Nord et le Sud. C'est que le commerce équitable capitalise fort bien sur la triple dimension du développement et des échanges Nord-Sud tels que nous les définissons aujourd'hui : économique, social et environnemental (Bartoli, 1999).
1. La dimension économique : de petits producteurs de matières premières (café, cacao, miel, thé, etc.) du Sud vendent leurs produits à des pays du Nord à un prix équitable. Ils sont aujourd'hui 800 000 producteurs à vivre de ces échanges équitables en écoulant leurs marchandises par l'intermédiaire de centaines de magasins au Nord (plus de 2 500 en Europe)¹.
 2. La dimension sociale : les entreprises de ces petits producteurs du Sud (généralement des associations ou des coopératives) respectent généralement par entente avec leurs partenaires du Sud les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT) en

matière de normes de travail et de normes environnementales. Elles font également en sorte de consacrer une partie de leurs profits à des projets de développement (écoles, routes, etc.) tandis que les associations et magasins du Nord, en contrepartie, s'engagent à fournir les conditions d'un échange équitable : achat direct pour éviter le plus d'intermédiaires possibles ; fixation d'un prix minimum afin d'éviter la fluctuation des cours ; recours à des préfinancements pour soutenir les entreprises avant les récoltes évitant ainsi le recours à des crédits exorbitants (préfinancements généralement issus de fonds de placement éthiques ou de banques solidaires) ; relation commerciale inscrite dans la durée².

3. La dimension environnementale : cultures mixtes, utilisation du compost naturel (non-utilisation d'insecticides et d'herbicides) et orientation vers une certification « organique » constituent des coordonnées de base provenant à l'origine des associations écologiques du Nord qui ont initié dans les années 1960 ce type de commerce (aux Pays-Bas d'abord, puis en Belgique, en Allemagne, en Suisse, au Royaume-Uni, au Canada, etc.).
- 2 Certes le commerce équitable est pour l'instant négligeable au plan strictement économique (en termes de pourcentage du commerce international, les chiffres sont dérisoires soit, par exemple, 0,1 % du commerce européen avec les pays du Sud). Mais ces chiffres sont trompeurs : si ce type de commerce ne modifie pas en profondeur la structure du commerce international, en revanche, il stimule le développement de communautés locales, lesquelles y trouvent des emplois stables et décents, des filières internationales (Sud/Sud ou Nord/Sud) de développement (le commerce équitable est en croissance constante depuis une dizaine d'années) et des entreprises qui associent les populations locales (coopératives de producteurs, coopératives de mise en marché, etc.). C'est le cas par exemple des entreprises de cacao de Kuapa Kokoo au Ghana ou de certaines régions paysannes des Andes (Équateur, Pérou, Bolivie, Colombie) avec le Réseau latino américain de commercialisation communautaire (RELACC)³.
- 3 Au Québec et au Canada, le commerce équitable est en plein essor. Inspirés par la stratégie de commerce équitable de la Suisse, de l'Allemagne et des Pays-Bas, les ONGD québécoises et canadiennes tels qu'Équiterre, OXFAM Québec, Plan Nagua, le CECI et d'autres⁴ cherchent à développer une stratégie de pénétration des marchés traditionnels et mettent à contribution les grandes organisations syndicales et coopératives de même que des partis politiques⁵.
- 4 Mais les initiatives de commerce équitable ici et ailleurs ne sont pas seules, ni dans le temps ni dans l'espace. Elles ont une filiation historique et elles font partie d'un ensemble beaucoup plus vaste. Dans le temps comme dans l'espace, elles sont partie prenante de l'économie sociale.

Commerce équitable et économie sociale : une convergence historique et actuelle

- 5 Les Pionniers de Rochdale, fondateurs du mouvement coopératif britannique, ont pour nom Les Équitables Pionniers de Rochdale. Ce n'est pas un hasard. Cette première coopérative dont une trentaine d'ouvriers en étaient membres à ses débuts, fondée en 1844 en banlieue de Manchester, ville par excellence de la grande industrie textile du XIX^e siècle, avait pour conviction que le commerce était aux mains d'« intermédiaires parasites » (Gueslin, 1998). Or, 50 ans plus tard, au début du XX^e siècle, le syndicalisme agricole québécois s'inspire de cette politique pour mettre en œuvre une commercialisation collective de ses produits par la création de coopératives agricoles. Et

aujourd'hui, par l'UPA Développement international (UPA DI), le syndicalisme agricole québécois fournit son expertise aux organisations paysannes d'Amérique latine et d'Afrique pour favoriser des formes collectives de commercialisation de leurs produits et ainsi s'emparer de marchés que les intermédiaires contrôlent. On sait en outre que les principes fondateurs du mouvement coopératif qui ont émergé à Rochdale ont fait le tour du monde et font la déclaration de base de cette grande organisation internationale des coopératives qu'est l'Alliance coopérative internationale (ACI)⁶.

- 6 Que cette composante coopérative se soit aujourd'hui fortement instituée est relativement connu. Le commerce équitable serait plutôt tenté de frayer avec une autre alliance, l'Alliance pour un monde plurielle et solidaire (Alliance, 1997). Mais il convient surtout de dire qu'hier c'est le mouvement ouvrier qui a mis sur pied les premières initiatives de commerce équitable et qu'aujourd'hui, ce sont encore des mouvements sociaux à qui nous devons ce renouveau. Car il y a renouveau généralisé non seulement du commerce équitable mais de l'ensemble de cette économie dite sociale, renouveau qu'on retrouve aussi bien au Sud qu'au Nord.
- 7 En effet partout dans le monde aujourd'hui, des expériences inédites d'économie sociale ont surgi. Que l'on pense, pour ne mentionner que les plus connues dans les pays du Sud, à la « Grameen Bank » (Bangladesh) qui a développé un système de microfinancement pour venir en aide aux familles des secteurs populaires les plus démunis (petits prêts pour le démarrage de microentreprises), aux cuisines collectives latino-américaines ou aux tontines africaines ; que l'on pense, dans les pays du Nord, aux services de proximité et aux Régies de quartier (France), aux coopératives sociales (Italie), aux coopératives de travail associé et aux sociétés anonymes de travail en Espagne, aux agences de développement communautaire (CDC) aux États-Unis et au Canada ou aux entreprises d'insertion et aux corporations de développement économique communautaire (CDÉC) québécoises sans compter les organisations de coopérations internationales (OCI). Que l'on pense également aux Rencontres internationales d'économie sociale et solidaire comme celle de Lima en 1997, celle de Québec en 2001 et celle qui est prévue à Dakar en 2005 dans le prolongement des deux précédentes (Favreau, Lachapelle et Larose, 2003).
- 8 Partout dans le monde, des initiatives sont en voie de renouveler ce qu'on a qualifié traditionnellement (du moins dans les pays du Nord) d'« économie sociale », concept « parapluie » rassemblant le monde des coopératives, des mutuelles et des associations. Cet ensemble d'initiatives, dont plusieurs ont émergé il y a quelques 150 ans grâce au mouvement ouvrier, sont apparues ou ont émergé à nouveau pour répondre à l'offensive capitaliste sur trois registres : d'abord celui des impératifs socioéconomiques (besoins de nécessité), ensuite celui des impératifs socioculturels (besoins d'identité) et, enfin, celui des impératifs sociopolitiques (aspirations à la démocratie et à des sociétés équitables) (Demoustier, 2001).
- 9 Partout dans le monde, ces initiatives éprouvent, bien évidemment, des difficultés souvent similaires d'un continent à l'autre, d'un pays à l'autre. Le commerce équitable n'y échappe pas. On peut les résumer de la façon suivante :
 1. d'abord la difficulté de maintenir la dynamique participative initiale. Concevoir que les personnes qui travaillent dans une entreprise sont des associés ne va pas de soi. Historiquement, certaines de ces entreprises ont échoué mais d'autres ont remarquablement réussi (l'expérience de Mondragon au Pays basque en Espagne en témoigne). Mais cette association, cette participation dans l'entreprise n'est jamais acquise ;

2. ensuite, pour les initiatives issues du monde associatif (ONG, organisations communautaires, groupes de femmes, groupes écologiques ou groupes de jeunes), il apparaît difficile de développer une culture d'entreprise rendue nécessaire par la présence, règle générale, au moins partiellement, d'activités sur le marché alors qu'elles ont longtemps baigné dans une culture de financement public (de l'État national ou de l'aide internationale) ;
 3. la difficulté de définir leur horizon propre en étant « coincées » d'une part entre l'entreprise privée et le commerce international qui a ses règles et sa logique tout en opérant sur le même marché et, d'autre part, des États qui se sentent souvent menacés – surtout au Sud – par ces initiatives car, sur certains terrains, ces initiatives sont bien positionnées pour occuper la place ;
 4. enfin, la difficulté de faire reconnaître par les pouvoirs publics nationaux ou par les organisations internationales l'importance et la pertinence de logiques transversales de développement local et régional là où le fond de l'air avait depuis longtemps été celui de logiques sectorielles et de programmes publics compartimentés et ciblés.
- 10 Difficultés certes, mais partout dans le monde, après l'éclipse des « trente glorieuses », est réapparue cette notion et un ensemble relativement nouveau de pratiques qui peuvent se regrouper sous cette notion. Des recherches et des débats sur l'économie sociale et solidaire se font jour, au Sud comme au Nord, que ce soit pour insister sur son potentiel et son internationalisation (Rouillé d'Orfeuil, 2002 ; Ortiz et Munoz, 1998 ; Petrella, 1997) ; pour chiffrer son importance dans le Sud comme dans le Nord (Salamon et Anheir, 1998) ; pour la situer dans un cadre plus large, celui d'un partage du travail (Lipietz, 1996) ou d'une économie plurielle (Aznar et Faugère, 1997) ; pour signaler son renouvellement au Nord (Defourny, Favreau et Lavielle, 1998) ; pour signaler son émergence au Sud (Defourny, Develtere et Fonteneau, 1999 ; Ortiz, 1994) et l'importance des mouvements ou des ONG qui lui donnent naissance (Develtere, 1998) ; pour signaler ses rapports complexes avec les pouvoirs publics et sa contribution au refaçonnage d'un État social comme dans le cas du Québec (Comeau, Favreau, Lévesque et Mendell, 2001).

Commerce équitable, économie sociale et altermondialisation

- 11 La mondialisation telle que proposée par le néolibéralisme n'est pas la seule possible. Si la Banque mondiale et le FMI encouragent systématiquement la régulation quasi exclusive par le marché, il existe toutefois des contre-tendances telles que : 1) la montée d'un mouvement citoyen international et la multiplication des ONG ; 2) des courants politiques nouveaux (valorisant le partage du travail, le développement d'une économie solidaire, de nouvelles formes de coopération internationale, etc.) ; 3) des demandes de démocratisation de la part des divers mouvements sociaux (participation des travailleurs à la gestion des entreprises, participation des usagers dans les services collectifs, exigence de contrôle des populations locales sur leur territoire, mobilisation pour la protection de l'environnement, etc.). Dans cette foulée, des travaux de plus en plus nombreux mettent en lumière la face cachée de la mondialisation que constituent la revalorisation du local, les solidarités territoriales, les entreprises collectives et les nouvelles formes de coopération internationale dont celle du commerce équitable. Bien que toujours menacées de se replier sur elles-mêmes, ces contre-tendances peuvent aussi être porteuses d'une autre mondialisation et susceptibles d'influencer, voire de transformer

les institutions en place (Wieviorka, 2003). Le Forum social mondial (FSM), depuis la tenue de sa première rencontre à Porto Alegre en 2001, en constitue une illustration forte.

- 12 En effet, l'érosion des compromis sociaux et la remise en question des règles institutionnelles qui ont constitué la base du modèle capitaliste de développement de l'après-guerre (le modèle fordiste et providentialiste) de même que l'effondrement de l'étatisme des pays de l'Est ou le « développementisme » des États du Sud ont fait apparaître au grand jour les faiblesses de ces deux voies de développement désormais datées.
- 13 Dans tout cela, les mouvements sociaux au Sud comme au Nord de même que la coopération Nord-Sud en ont subi les contrecoups et ont vécu depuis des temps forts d'incertitudes (Bessis, 1997). Mais ce qu'il faut surtout retenir, c'est que par delà les dites incertitudes, la crise a libéré, à l'échelle internationale, un espace inédit pour l'innovation et la transformation sociales, notamment dans la zone où le « social » et l'« économique » se superposent, ce qui est le cas du commerce équitable, de l'ensemble de l'économie sociale comme des initiatives de développement local. Cette tendance impose manifestement d'engager la réflexion et la recherche sur ces pratiques innovatrices et, plus largement, sur le renouvellement des rapports entre l'État, le marché et la société civile.
- 14 Face à l'offensive néolibérale, il existerait donc une perspective de travail mise en oeuvre par un certain nombre d'acteurs déjà présents sur la scène internationale comme les grandes organisations syndicales et coopératives (à partir de leurs relais internationaux comme la Confédération des syndicats libres, la CISL ou l'Alliance coopérative internationale, l'ACI) mais aussi de nouveaux acteurs, notamment des groupes de femmes et les groupes écologiques, et, de nouveaux dispositifs – des réseaux internationaux d'économie sociale et de développement local – dont le défi est de multiplier les échelles d'intervention (locale, régionale et fédérative, nationale et internationale) tout en cherchant à passer d'un travail d'organisation au plan local, plus micro, à un travail plus macro permettant d'agir sur les pouvoirs publics à l'échelle nationale et internationale. Plus largement, la réussite de ce type d'économie alternative, sociale et/ou solidaire dépend, en amont, de la force propulsive que lui fournissent les mouvements sociaux (associatif, de femmes, syndical, écologique, jeunes) et, en aval, de la perspective que lui procure un projet de société où démocratie et développement se conjuguent (Fall, Favreau et Larose, 2004).
- 15 L'économie sociale (et avec elle le commerce équitable) doit d'abord être considérée comme une mobilisation sociale à partir des besoins des populations (nécessité), à partir des aspirations de ces populations à une identité propre et à partir d'un projet de société (démocratique et équitable) porté par les mouvements sociaux qui l'animent. En dernière instance, est-ce principalement, l'expression d'une néo-philanthropie (par défaut d'État social) comme le prétendent certains et donc un détournement de l'émancipation sociale (par défaut d'organisation politique de gauche) comme d'autres l'ont déjà affirmé ? À notre avis, sur la base de plusieurs travaux dont les nôtres, cette nouvelle économie sociale représente plutôt un important vivier de développement de nouvelles formes de régulation politique, d'identité et d'utilité sociale (Castel, 2002 ; Favreau et Fréchette, 2002 ; Fall, 2000 ; Corragio, 1999). Voyons cela de plus près.

La nouvelle économie sociale dans les pays du Nord

- 16 En effet, qu'il s'agisse des « entreprises communautaires » au Royaume-Uni et au Canada, des « sociétés d'emploi et de qualification » en Allemagne, des « entreprises de formation par le travail » en Belgique, des « régies de quartier » françaises ou des « coopératives sociales » en Italie ou des CDÉC au Québec, ces expériences récentes de l'économie sociale au Nord sont le produit d'une rencontre de l'association, de la coopération et souvent du développement local (Demoustier, 2004). Cette nouvelle économie sociale est plus ou moins proche, selon les cas, des composantes « historiques » de l'économie sociale parce qu'elle dispose, pour l'essentiel, des mêmes grands traits distinctifs par rapport à l'entreprise privée :
1. des finalités qui ne sont pas de servir les intérêts de détenteurs de capitaux mais de remplir des fonctions sociales, au sens où l'activité vise à assurer viabilité économique et utilité sociale ;
 2. des acteurs qui s'associent pour créer des entreprises qui répondent aux besoins de base d'un groupe ou d'une collectivité locale (déficit du tissu économique local, migration des jeunes vers la ville, etc.) ;
 3. des structures et des règles orientées vers la participation démocratique et qui ne répartissent pas le pouvoir en fonction du capital détenu ;
 4. des activités de caractère entrepreneurial au sens où la production de biens ou de services se développe sur les marchés (privé ou public) permettant ainsi d'assurer aux associés d'autofinancer leur entreprise tout en misant sur l'apport des solidarités rapprochées.
- 17 Bref, en pratique, on se retrouve avec 1) à l'origine, des entreprises qui sont des regroupements de personnes avant que d'être des regroupements de capitaux ; 2) des entreprises et des organisations dont la propriété est collective, propriété des usagers ou des salariés ; 3) des entreprises caractérisées par un fonctionnement démocratique inscrit dans un statut juridique d'association, de coopérative ou de mutuelle ; 4) des entreprises dans lesquelles le patrimoine est collectif, les surplus, profits et ristournes étant de caractère inaliénable ; 5) des entreprises dans lesquelles généralement on retrouve une catégorie nouvelle d'acteurs, des gens issus des secteurs populaires qui n'ont généralement pas baigné dans la culture entrepreneuriale ni dans un environnement favorable à leur participation directe sur le terrain de l'entreprise.
- 18 Le sens premier et fondamental attribué à l'économie sociale est aujourd'hui celui de s'associer pour entreprendre autrement. À partir de cela, plusieurs variantes de cette définition de base sont possibles les unes insistant plus sur la dynamique organisationnelle et sur le modèle coopératif (Vienney, 1994), d'autres sur la dimension politique (Dacheux et Laville, 2003), d'autres encore sur sa contribution économique et institutionnelle (Bidet, 2000).
- 19 Il est aussi permis, dans un deuxième temps, de pousser un peu plus loin la réflexion en mettant en relief que ces initiatives, dans certains cas, finissent par servir de tremplins à de nouvelles formes de régulation sociale liées au développement de la gouvernance locale, de l'aménagement du territoire et de la création d'entreprises (Lévesque, Bourque et Forgues, 2001). Ce qui nous rapproche des travaux de la nouvelle géographie économique (Pecqueur, 2000 ; Demazière, 2000) autour des systèmes locaux de production, des territoires comme milieux innovateurs, etc., mais aussi des travaux de politologues sur la reconfiguration de l'Etat providence (Vaillancourt, 2003).

Une première conceptualisation de l'économie sociale à partir de l'expérience des pays du Nord

- 20 Au Nord, le concept est très ancien. Il remonte, chez les économistes comme chez les sociologues, au XIX^e siècle : en économie, le concept désignera dans un premier temps une approche particulière de l'économie politique (Gide) ou une économie du social axée sur la distribution (Walras), pour « progressivement porter sur les entreprises et les organisations qui prennent en considération les questions éthiques et sociales, soit les coopératives, les mutuelles et les associations » (Lévesque et Mendell, 1999 : 3). En sociologie, ce concept aura de l'intérêt pour les socialistes comme Mauss et Jaurès. Weber et Durkheim y feront positivement référence mais Marx, en lutte contre le socialisme utopique popularisé par Owen, Saint-Simon, Fourier et Proudhon, aura tendance à s'en méfier. Plus tard, c'est la tendance communiste qui, plutôt que de considérer les activités économiques des coopératives, mutuelles et associations comme autant de moyens de favoriser l'« émancipation ouvrière » y verra un détournement de la lutte contre le capital. Aux yeux de ce courant, seuls les syndicats et leur parti, le Parti communiste, pourront véritablement défendre la classe ouvrière. Les sociaux chrétiens et les socialistes n'en continueront pas moins de penser pertinent ce mode d'intervention. Ce qui, notamment, donnera lieu à la multiplication des mutuelles et l'influence déterminante de celles-ci dans la mise en place des premiers systèmes publics de protection sociale en Europe.
- 21 Avec la crise du socialisme réel dans les pays de l'Est, avec celle de l'État providence dans les pays capitalistes de l'Ouest, avec la crise générale des étatismes comme stratégies de développement économique et social dans les pays du Sud, mais aussi avec les aspirations de groupes sociaux à des manières différentes d'entreprendre, on assiste donc aujourd'hui à une ré-invention de l'économie sociale au Nord comme au Sud pour repenser les termes du développement économique et social sur la base d'une reconfiguration des rapports entre le marché, l'État et la société civile, notamment autour de la notion d'économie plurielle (OCDE, 1996).
- 22 Pour pousser plus loin la conceptualisation entourant l'économie sociale, on peut avancer avec Bidet (2000), qu'après s'être alimentée au XIX^e siècle à des sources intellectuelles et politiques diverses, au XX^e siècle (des socialistes utopiques, des chrétiens sociaux, des libéraux, des coopérativistes ou encore des socialistes), les approches de l'économie sociale se sont précisées pour arriver jusqu'à nous (années 1980-1990), en faisant de l'économie sociale un secteur économique spécifique. C'est dire par-là que tout un pan de l'économie a pris ses distances ou s'est démarqué des lois du marché et de la régulation publique en se positionnant dans un mode de production et d'affectation des bénéfices qui lui est propre et en mettant en oeuvre des principes d'organisation où la non domination du capital se traduit dans les statuts mêmes de ces entreprises. D'où l'économiste Demoustier (2001), partant de l'existence de ce secteur spécifique, avance que l'économie sociale consiste à « s'associer pour entreprendre autrement ». Ce faisant elle réintroduit dans l'économie sociale les trois dimensions dont elle est porteuse sans en privilégier une à priori soit la dimension sociale (s'associer), la dimension économique (entreprendre) et la dimension politique (autrement) à la différence de Dacheux et Laville (2003) qui en privilégiant l'engagement citoyen surdimensionnent le caractère politique de l'économie sociale et solidaire.

- 23 Une seconde approche s'intéressera davantage à l'économie sociale émergente, instituant plutôt qu'instituant en mettant l'accent sur son utilité sociale et écologique (Lipietz, 2001) ou sur sa capacité de produire autrement (Demoustier, 2001), tandis qu'une troisième approche met l'accent sur sa dimension politique (Dacheux et Laville, 2003) en établissant d'ailleurs une différence de fond – à notre avis peu pertinente – entre l'économie sociale (trop économique) et l'économie solidaire d'abord défini comme un engagement citoyen. Ici la question posée renvoie à la contribution et à la légitimité de ces initiatives à côté de l'État et du marché, voire contre ces derniers, initiatives souvent mieux placées pour répondre aux nouvelles demandes sociales, pour créer du lien social et pour contribuer à créer de nouvelles régulations sociales (Comeau, Favreau, Lévesque et Mendell, 2001).
- 24 D'abord y a-t-il véritablement un espace pour ce type d'initiatives à côté du marché et de l'État ? Dans une approche comme dans l'autre, la proposition sous-jacente réside dans l'existence d'un espace inédit d'innovation sociale au cœur de la crise de la société salariale et des étatismes industriels, espace éclipsé pendant la période des « trente glorieuses ». Le marché et l'État demeurent insuffisants pour trouver des réponses aux problèmes actuels (montée de l'exclusion, bureaucratisation du service public, etc.), pour repérer les nouveaux besoins sociaux mais aussi pour faire émerger de nouvelles formes d'organisation de l'entreprise répondant mieux aux aspirations de ses travailleurs et de nouvelles formes de gouvernance territoriale prenant mieux en compte les aspirations des populations.
- 25 Ensuite, ce secteur, institué ou instituant est-il important ? Économiquement parlant, il n'est pas un poids lourd. Il ne représente que 8 % de l'économie des pays développés en termes d'emplois (CIRIEC, 2000). Mais il ne faut pas sous-estimer son importance : une enquête menée par un groupe de chercheurs du CIRIEC à l'échelle européenne avance des données fort significatives en démontrant qu'il génère près de 9 millions d'emplois pour les 15 pays de l'Union Européenne avec des pointes pour certains pays tels les Pays-Bas (16,64 % de l'emploi salarié du pays) ou le Danemark (13,85 %). Pour le Québec, les travaux du Comité sectoriel de la main d'œuvre en économie sociale et en action communautaire (CSMO) parle de 154 000 emplois associatifs répertoriés (CSMO, 2001) et l'étude de la Direction des coopératives (2002) de près de 80 000 emplois coopératifs. Autrement dit près de 235 000 emplois, ce qui nous situe dans la moyenne européenne. Et puis, il y a une donnée majeure : les secteurs occupés par l'économie sociale sont des secteurs stratégiques tels l'éducation, la santé, les services sociaux, l'environnement ou la culture à une hauteur allant jusqu'à 50 % de ces derniers dans plusieurs pays (Salamon et Anheir, 1998). Sans compter qu'au plan social et sociopolitique, dans plusieurs sociétés, surtout au Sud, des régions entières ou des communautés locales devenues incertaines de leur avenir vont pouvoir continuer d'avancer plutôt que de stagner, voire décliner.

La nouvelle économie sociale dans les pays du Sud : une nouvelle contribution

- 26 Au cours des dernières décennies, avec l'aggravation de la crise économique et la mise en œuvre des réformes économiques dans la plupart des pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, les phénomènes de pauvreté et d'exclusion sociale ont pris une ampleur considérable. La restructuration obligée des États (par les programmes d'ajustement

structurels du FMI) et la contraction induite des dépenses publiques ont conduit les pouvoirs publics à diminuer la part des budgets nationaux consacrée aux services sociaux de base, de sorte que des secteurs essentiels au développement à long terme – tels que l'alimentation, la santé et la sécurité sociale, l'éducation et l'habitat – se sont vus fortement menacés. Une partie croissante de la population a basculé dans les activités informelles (qui forment aujourd'hui dans la plupart des pays de l'Amérique latine de 50 à 70 % de l'économie et en Afrique de 70 à 90 % de celle-ci). Cette population se trouve de ce fait quasiment exclue des circuits économiques et sociaux formels qui, il n'y a pas si longtemps, produisaient, à l'aide des États, des services collectifs de base qui se voulaient accessibles à tous.

- 27 La marge de manœuvre des États des pays du Sud, dans leur fonction de redistribution, a été réduite à sa plus faible expression. Les populations de ces pays se retrouvent ainsi plus que jamais contraintes de développer elles-mêmes de nouvelles formes de solidarité et d'entraide, économiques et sociales tout à la fois, afin de résoudre les problèmes les plus cruciaux auxquels elles sont confrontées. C'est pourquoi, depuis plus ou moins deux décennies, nous assistons à un véritable foisonnement d'organisations économiques populaires dans le sillage des mouvements paysans et ouvriers, des mouvements de développement local et communautaire, souvent dans le creuset des activités de l'économie dite informelle. Ces organisations se développent sans guère compter, du moins à court terme, sur l'intervention publique et s'inspirent souvent d'initiatives et de pratiques préexistantes d'économie sociale.
- 28 Bien que nombre d'entre elles soient longtemps restées dans l'ombre, en raison notamment de leur caractère généralement très localisé, ces nouvelles formes de solidarité commencent progressivement à être considérées comme un point d'ancrage essentiel pour un développement économique durable. Dans les zones rurales et urbaines, à côté des structures publiques et du secteur privé, se développent une multitude d'organisations (coopératives, mutuelles, associations, regroupements villageois, groupes de solidarité sociale, etc.) qui cherchent à se construire un réel pouvoir économique et une influence plus marquante dans la vie publique. C'est dans ce sens que l'on parle volontiers, à l'heure actuelle, de l'« émergence » d'une économie populaire, sociale et solidaire dans les pays du Sud laquelle, à bien des égards, s'apparente à l'économie sociale des pays du Nord (Favreau et Fréchette, 2002).

Économie sociale et solidarité internationale : l'économie sociale, un concept fédérateur

- 29 Les expériences que nous avons observées depuis une dizaine d'années et les études de cas que nous avons menées au Nord comme au Sud révèlent une économie sociale enfin sortie de son éclipse de plusieurs décennies. De plus, comme le suggère Fall pour l'Afrique, le concept d'économie sociale peut s'avérer fédérateur de nombreuses initiatives issues de l'économie populaire, du secteur informel, de mouvements associatifs, de syndicats, d'ONG, d'Églises, etc., mais qui évoluent ou évoluaient jusqu'à maintenant en rangs dispersés (Fall, 2000). Fédérateur par son approche transversale (par delà les secteurs, se regrouper sur une base territoriale commune), par son caractère inclusif (des initiatives bien organisées sous forme de mutuelles, d'associations ou de coopératives mais aussi des initiatives plus informelles), fédérateur aussi par le projet

d'économie politique dont il est porteur, c'est-à-dire une démocratisation du développement et une redistribution de la richesse produite.

- 30 Pour ce qui est du Québec, le Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ), en collaboration avec les différents réseaux de l'économie sociale québécoise (Conseil de la coopération du Québec, Chantier de l'économie sociale, groupes de femmes, organisations syndicales, OCI, chercheur, etc.), dans la foulée de la Rencontre internationale qu'il a organisée à Québec en 2001, participe sans doute de cette proposition d'une économie sociale fédérative regroupant les organisations et entreprises ayant développé elles-mêmes un volet international ou ayant une mission de coopération internationale comme c'est le cas des OCI⁷.

L'économie sociale québécoise, une composante de l'« autre mondialisation » ?

- 31 Les grands enjeux de la période actuelle à l'échelle internationale sont la pauvreté, une écologie de la planète qui est à haut risque et la faible régulation politique des flux financiers et de la mondialisation économique. En d'autres termes, les mouvements sociaux ont à s'attaquer en premier lieu à la mutation de l'emploi, du travail, de l'environnement et de la protection sociale. L'économie sociale et solidaire, par des mutuelles ou par des entreprises créées dans tous les secteurs d'activités où elle peut trouver une niche, crée de l'emploi, favorise la coopération dans le travail et introduit là où elle est présente des mesures de protection sociale et un développement local durable.
- 32 En outre, l'économie sociale et solidaire s'investit directement dans la protection de l'environnement par l'intermédiaire de certaines initiatives économiques, comme par exemple le développement d'entreprises dans le secteur de la récupération et du recyclage. Finalement, la mondialisation en cours appelle aussi de nouvelles formes de régulation telles des nouvelles gouvernances locales, des politiques pour réglementer à nouveau les échanges financiers au plan international (taxe Tobin), des nouvelles formes d'échange au plan commercial (commerce équitable).
- 33 En s'emparant de ces enjeux, l'économie sociale et solidaire, et avec elle le commerce équitable, participe de facto d'une « autre mondialisation ». À cet égard, elle a des lettres de créance ici et là dans différents secteurs de l'économie. Elle est créatrice d'emplois, de lien social, d'espaces démocratiques par son mode d'organisation socioéconomique, entrepreneurial et associatif. L'économie sociale et solidaire, par delà ses dispositifs organisationnels spécifiques (mutuelles, associations et coopératives), est souvent soutenue par des mouvements sociaux en amont et en aval et s'inscrit dans une vision du développement qui est solidaire et plurielle. L'économie sociale et solidaire dispose d'un financement propre : la mobilisation de capital à l'échelle locale, régionale, nationale et internationale pour la soutenir est un nerf de la guerre (caisses d'épargne et de crédit, fonds de garantie de prêts, placements éthiques, micro-crédit, etc.). L'économie sociale et solidaire à l'échelle planétaire s'inscrit dans un indispensable réseautage d'ONGD, de mouvements et d'organisations ainsi que dans d'indispensables démarches partenariales avec les pouvoirs publics et des institutions internationales (BIT, PNUD, etc.). Ce qui

suppose cependant la réalisation constante de quelques conditions générales pour exercer une fonction de levier de changement et de développement :

1. d'abord, l'inscription plus explicite de ses actions dans la montée d'une société civile mondiale et d'un nouveau contrat social ;
2. ensuite, une volonté politique plus affirmée des pouvoirs publics et des ONG d'envergure internationale en faveur de l'économie sociale et solidaire et de la maîtrise des forces du marché ;
3. enfin, troisième condition, une plus grande complicité des porteurs de projets au Nord comme au Sud qui ont en commun : a) un adversaire, la mondialisation modelée sur le néolibéralisme ; b) un objectif, la réponse à des problèmes économiques et sociaux qui, au Nord comme au Sud, sont souvent apparentés⁸.

- 34 Pour certains, le pessimisme peut prévaloir : que sont vraiment ces pratiques d'économie sociale, même propulsées par des mouvements sociaux ? Leur impact n'est-il pas relativement négligeable étant donné les blocages structurels tels la dette internationale ou des régimes politiques autoritaires toujours en place en maints endroits ? Les conditions ci-haut mentionnées ne sont-elles pas des vœux pieux ? C'est une erreur de perspective de poser ainsi le problème. Le travail de soutien à des initiatives de cet ordre doit être évalué comme une action de développement au long cours. S'il peut y avoir échec relatif à court terme, on peut cependant parler de réussite à long terme en ce sens que des portions significatives des couches populaires entrent dans une dynamique de transformation de leurs conditions et de leur pouvoir social :

[...] like the War on Poverty [...] although community development may have failed in the short run, it actually was successful in the long run [...]. It was the beginning of political and economic claims by rural people and the lower classes [...] with the result that the welfare of the lower classes has become a permanent part of the political and economic agenda (Voth et Brewster, 1989 : 299).

- 35 Face à la dimension macro-sociale et mondiale de la pauvreté, les pratiques dont nous avons parlé jusqu'à maintenant peuvent sembler insignifiantes ; face à la puissance des pouvoirs en place, l'autonomie d'intervention de ces initiatives peut avoir l'apparence de l'absence de pouvoir ; face à la solidité apparente des projets étatiques, l'innovation et l'expérimentation peuvent présenter un visage trop provisoire.
- 36 La réponse que l'on peut fournir, à partir de l'expérience sur le terrain et des bilans qui en découlent, est la suivante : les dirigeants des mouvements (coopératifs, de femmes, associatifs, etc.) travaillent de plus en plus au regroupement des communautés locales en fédérations, tentent d'opérer des jonctions à l'échelle nationale, font émerger des réseaux nationaux et développent des mises en commun et des concertations avec des organismes de coopération internationale (OCI) des pays du Nord, lesquelles se répercutent de plus en plus jusqu'à l'ONU. Plusieurs de ces initiatives, comme on l'a vu, s'inscrivent de plus en plus aujourd'hui dans des réseaux internationaux. L'état actuel des forces et des mobilisations en cours ne peut être sous-estimé ni sur le plan politique ni sur le plan économique. À ce chapitre, comme nous l'avons vu, le défi est de multiplier les échelles d'intervention (locale, régionale et fédérative, nationale et internationale) et de savoir changer d'échelle d'action en passant du micro, c'est-à-dire de la gouvernance locale, au macro pour peser sur les politiques globales.
- 37 RITIMO et SOLAGRAL (1998). Pour un commerce équitable (expériences et propositions pour un renouvellement des pratiques commerciales entre les pays du Nord et ceux du Sud), Paris, Éditions CLM/Librairie FPH.

BIBLIOGRAPHIE

- Alliance (1997). Alliance pour un monde responsable et solidaire, Paris/Lausanne, Éd. Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH).
- Aznar, G. et I. Faugère (sous la dir.) (1997). Vers une économie plurielle : un travail, une activité, un revenu pour tous, Paris, Syros.
- Barrat Brown, M. et S. Adam (1999). « Le commerce équitable dans les échanges Nord-Sud », dans J. Defourny, P. Develtere et B. Fonteneau, L'économie sociale au Nord et au Sud, Paris/Bruxelles, Éd. De Boeck Université, coll. « Ouvertures économiques », p. 105-123.
- Bartoli, H. (1999). Repenser le développement. En finir avec la pauvreté, Paris, Éd. UNESCO.
- Bessis, S. (1997). « Les nouveaux enjeux et les nouveaux acteurs des débats internationaux des années 90 », revue Tiers-Monde, n° 151.
- Bidet, E. (2000). « Économie sociale : éclairage sur un concept méconnu », Économie et Solidarités, vol. 31, n° 2.
- Castel, O. (2002). Le Sud dans la mondialisation : quelles alternatives ?, Paris, La Découverte.
- Chomel, A et Vienne, C. (1996). « Déclaration de l'ACI : la continuité au risque de l'irréalité », Revue internationale d'économie sociale, vol. 75, n° 260.
- CIRIEC (2000). Les entreprises et organisations du troisième système. Un enjeu stratégique pour l'emploi, CIRIEC, Liège, Université de Liège.
- Comeau, Y., L. Favreau, B. Lévesque et M. Mendell (2001). Emploi, Économie sociale et développement local : les nouvelles filières, Sainte-Foy, PUQ.
- Corragio, J.-L. (1999). Política social y economía del trabajo, Buenos Aires/Madrid, Universidad Nacional de General Sarmiento/Mino y Davila Editores.
- CSMO (2001). « Économie sociale et action communautaire. Portrait statistique », Montréal, CSMO.
- Dacheux, E. et J.-L. Laville (sous la dir.) (2003). Hermès, « Économie solidaire et démocratie », n° 36, Paris, CNRS.
- Defourny, J., L. Favreau et J.-L. Laville (1998). Insertion et nouvelle économie sociale : un bilan international, Paris, Desclée de Brouwer.
- Defourny, J., P. Develtere et B. Fonteneau (1999). L'économie sociale au Nord et au Sud, Paris/Bruxelles, Éd. De Boeck Université, Coll. « Ouvertures économiques ».
- Demazière, C. (sous la dir.) (2000). Entreprises, développement économique et espace urbain, Paris, Éditions Economica.
- Demoustier, D. (2001). L'économie sociale et solidaire. S'associer pour entreprendre autrement, Paris, Alternatives économiques/Syros.
- Demoustier, D. (2004). Économie sociale et développement local, Paris, L'Harmattan.
- Develtere, P. (1998). Économie sociale et développement : les coopératives, mutuelles et associations dans les pays en développement, De Boeck Université, Paris/Bruxelles.

- Direction des coopératives (2002). *Coopératives du Québec. Données statistiques 2000*, Québec, ministère de l'Industrie et du Commerce, 71 pages.
- Fall, A. S. (2000). « La société civile en Afrique de l'Ouest : configuration et défis », *Économie et Solidarités*, vol. 31, n° 2, p. 82-109.
- Fall, A. S., L. Favreau et G. Larose (2004). *Le Sud et le Nord dans la mondialisation, quelles alternatives ?*, Sillery, Presses de l'Université du Québec.
- Favreau, L. et L. Fréchette (2002). *Mondialisation, économie sociale, développement local et solidarité internationale*, Québec, PUQ.
- Favreau, L., R. Lachapelle et Gérald Larose (sous la dir.) (2003). « L'économie sociale et solidaire, une perspective Nord-Sud », *Revue Économie et Solidarités*, numéro hors série.
- Gueslin, A. (1998). *L'invention de l'économie sociale, idées, pratiques et imaginaires coopératifs et des mutualistes dans la France du XIX^e siècle*, Paris, Economica.
- Lemay, J.-F. (2004). « La filière intégrée du commerce équitable en Europe », sous la dir. de L. Favreau, Gatineau, UQO, Cahier de recherche de la CRDC.
- Lévesque, B. et M. Mendell (1999). « L'économie sociale : éléments théoriques et empiriques pour le débat et la recherche », Montréal, UQAM, Cahier de recherche du CRISES n° 9908.
- Lévesque, Benoît, Gilles L. Bourque et Éric Forgues (2001). *La nouvelle sociologie économique : originalité et diversité des approches*, Paris, Desclée de Brouwer.
- Lipietz, A. (1996). *La société en sablier (le partage du travail contre la déchirure sociale)*, Paris, La Découverte.
- Lipietz, A. (2001). *Pour le tiers secteur. L'économie solidaire : pourquoi et comment*, Paris, La Découverte/La Documentation française.
- OCDE (1996). *Réconcilier l'économie et le social. Vers une économie plurielle*, Paris, OCDE.
- Ortiz, H. et I. Munoz (1998). *Globalizacion de la solidaridad, un reto para todos*, Lima, GES/CEP.
- Ortiz, H. (1994). *Las organizaciones economicas populares (semillas pequenas para grandes cambios)*, Lima, Servicios Educativos El Agustino.
- Pecqueur, B. (2000). *Le développement local*, Paris, Syros.
- Petrella, Riccardo (1997), *Economie sociale et mondialisation de l'économie*, Montréal, SUCO édit..
- Québec (2003). « Politique de développement des coopératives, Horizon 2005 », Gouvernement du Québec, 70 pages.
- Rouillé d'Orfeuil, H. (2002). *Économie, le réveil des citoyens (les alternatives à la mondialisation libérale)*, Paris, Alternatives économiques/Syros.
- Salamon L. M. et H. K. Anheier (1998). *The Non Profit Sector in the Developing World*, Manchester and New York, Manchester University Press.
- Vaillancourt, Y. (2003). « Social Policy as a Determinant of Health and Well-Being : the Contribution of Social Economy », Montréal, UQÀM, ARUC-ÉS et LAREPPS.
- Vienney, C. (1994). *L'économie sociale*, Paris, La Découverte.
- Voth D. E. et M. Brewster (1989). « An Overview of International Community Development », dans J. A. Christenson et J. W. Robinson, *Community Development in Perspective*, Iowa, Iowa State University Press, p. 280-306.

Wieviorka, M. (sous la dir.) (2003). Un autre monde...voix et regards, Paris, Éd. Balland.

NOTES

1. Voir à cet effet le cahier de la CRDC sur l'expérience européenne et tout particulièrement la française et la belge (Lemay, 2004).
2. Les informations sur le commerce équitable sont encore très rares et les recherches le liant à l'économie sociale ne font qu'émerger. On peut néanmoins puiser des données et des réflexions préliminaires sur la question dans le texte de Barrat Brown et Adam (1999) et dans les plus récents travaux de la Chaire Économie et Humanisme de l'UQAM.
3. Ortiz et Munoz, 1998 et RITIMO et SOLAGRAL (1998), p. 119 à 121
4. À l'UPA-Développement international, la plus récente initiative a été de développer un mouvement pour une agriculture équitable. Pour en savoir plus sur le MAÉ voir le site mouvement@mae-mae.qc.ca.
5. Notamment la percée au parlement d'Ottawa fin 1999 grâce au Bloc québécois.
6. Voir à ce propos l'article de Chomel et de Vienney (1996).
7. Pour en savoir plus sur le GESQ et sa participation au Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire (RIPESS) voir le site www.uqo.ca/ries2001
8. En ce sens ne voit-on pas certaines expériences du Sud reprises dans des pays du Nord et même s'épauler mutuellement. Les tontines africaines et le crédit rural à l'indienne (la Grameen Bank) dans le secteur de la finance communautaire, les cuisines collectives latino-américaines dans le secteur de la sécurité alimentaire, les conseils de quartier et les politiques de budget participatifs dans les gouvernements locaux constituent autant d'exemples récents de cette tendance.

RÉSUMÉS

Le commerce équitable, l'économie sociale et la coopération internationale (celle des ONG de développement) ne se croisaient pas jusqu'à récemment au Québec. Ces trois dynamiques évoluaient même plutôt en rangs dispersés. Aujourd'hui des convergences significatives entre ces trois composantes ont émergé en partie parce qu'elles s'inscrivent toutes les trois dans la mouvance altermondialiste. Mais sur quoi ces convergences s'appuient-elles ? Le présent texte présente les contours et fondements historiques et contemporains à l'origine de ces nouveaux croisements.

INDEX

Mots-clés : commerce équitable, Sud, Nord, économie sociale, ONG

AUTEUR

LOUIS FAVREAU

Sociologue et titulaire, Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (UQO),
ARUC en économie sociale, CAP international, crdc@uqo.ca